

**Des voix:** Bravo!

**M. Hnatyshyn:** Le gouvernement souhaite maintenant que la Chambre ajourne ses travaux. Il aurait pu poursuivre le débat au début de la semaine s'il avait vraiment été sérieux à ce sujet. Le gouvernement a préféré manigancer et a donc remis à l'étude le bill C-48. Tout ceci ne fait que souligner le fait que la Chambre des communes devrait être en train de discuter d'un bon nombre de questions graves.

**M. Collenette:** Énumérez-les.

**M. Hnatyshyn:** Le député de Winnipeg-Nord-Centre a déclaré qu'il était d'avis, lui aussi, qu'il faudrait aborder bon nombre de questions urgentes. Je suis d'accord avec lui là-dessus; il existe un certain nombre de questions urgentes qu'il nous faut régler. Il n'y a pas de mal à ce qu'une fois de temps à autre nous dérangions les projets du gouvernement et fassions pression sur ce dernier pour qu'il adopte une loi utile au Canada, au lieu de discuter des mesures dont nous avons été saisis jusqu'ici et qui nuiront aux Canadiens.

Il y a bien une question dont la Chambre des communes a été saisie à différentes reprises et pour laquelle notre parti a été sévèrement critiqué il y a quelque temps par le gouvernement du premier ministre. La situation est la plus grave, du moins en ce qui me concerne, qui se soit jamais produite depuis l'avènement au pouvoir de l'actuel premier ministre. C'est une question pour laquelle le gouvernement a constamment cherché à éviter d'assumer ses responsabilités. C'est une question qu'on a soulevée encore une fois aujourd'hui à la Chambre des communes et pour laquelle le gouvernement persiste à se montrer évasif. Il s'agit bien sûr de l'inertie fort grave et condamnable du gouvernement en ce qui concerne le cartel de l'uranium.

De toute mon expérience de parlementaire, jamais le gouvernement et le premier ministre en particulier n'ont fait aussi piètre figure à la Chambre des communes. Cette affaire est un scandale que le gouvernement cherche à tout prix à étouffer. C'est la première fois que je vois le premier ministre déployer autant d'efforts pour dissimuler des renseignements aux députés de l'opposition et au peuple canadien.

Je comprends fort bien pourquoi le gouvernement veut que la Chambre s'ajourne aussitôt que possible. C'est très simple. Le gouvernement est embarrassé et inquiet du rôle qu'il a joué en tentant de dissimuler sa responsabilité politique dans l'affaire du cartel de l'uranium.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hnatyshyn:** Je comprends pourquoi les députés d'en face crient et cherchent à m'interrompre. C'est un problème très grave que nous prenons très au sérieux. Chose certaine, les députés d'en face sont fort embarrassés au sujet de cette affaire. Ils préféreraient qu'on n'en parle plus. Nous nous souvenons de ce que le premier ministre a dit quand nous avons voulu l'interroger à la Chambre au sujet du cartel de l'uranium. Il nous a dit de nous taire. Telle a été sa réponse. Il

### *Congé d'été*

veut maintenant se débarrasser du Parlement, afin de ne plus avoir à répondre aux questions de l'opposition.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hnatyshyn:** L'affaire de l'uranium a été un sujet particulièrement angoissant pour le gouvernement depuis que le ministre de la Justice en a fait connaître la gravité alors qu'on prévoyait que la Chambre allait s'ajourner. Ce n'est que deux jours avant la date prévue de l'ajournement que le procureur général s'est vu obligé d'annoncer que des accusations avaient été portées, sur sa recommandation. Le moment était très bien choisi pour porter ces accusations. On prévoyait que les députés seraient partis pour l'été et que le gouvernement ne serait pas interrogé à la Chambre des communes, devant les caméras de la télévision et devant la population, sur sa participation dans cette affaire. Cela aurait évité au gouvernement d'avoir à répondre aux questions qu'on pouvait légitimement lui poser sur sa responsabilité politique.

Le moment choisi pour cette annonce était particulièrement opportun . . .

**M. Collenette:** Regardez du côté des tribunes de la presse.

**M. Hnatyshyn:** A ma connaissance le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé n'a prononcé qu'un ou deux discours sans être assis. Il est malheureux qu'il ne puisse vraiment se faire entendre que lorsqu'il est assis.

Les Canadiens s'intéressent de plus en plus à cette affaire de cartel.

**M. Collenette:** Même le correspondant conservateur est absent.

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, le secrétaire parlementaire ne cherche qu'à empêcher un parlementaire de se faire entendre. Si c'est ainsi qu'il conçoit le fonctionnement du Parlement, j'ai bien peur qu'il s'engage dans une bien mauvaise voie . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Le député de Saskatoon-Ouest a la parole.

**M. Hnatyshyn:** Merci, monsieur l'Orateur, je vous remercie de me donner la parole. Votre Honneur sait bien que j'écoute toujours attentivement les interventions des ministériels. Je m'attends à ce qu'ils fassent preuve d'un minimum de courtoisie.

J'aimerais rappeler brièvement l'histoire de ce cartel. L'industrie de l'uranium a connu un ralentissement de quelques années, avant 1970. On construisait des réacteurs, mais la demande à court terme était faible. Les Américains ont limité l'accès à leur marché. La meilleure façon dont je puisse décrire la situation d'alors est peut-être de citer le passage suivant d'un article de Mark Gayn publié dans la *Gazette* de Montréal:

On a commencé à planifier en secret en 1971. Joe Greene était alors ministre de l'Énergie et son sous-ministre était Jacob «Jack» Austin, qui est devenu plus tard un des principaux collaborateurs du premier ministre Pierre Trudeau et qui est actuellement sénateur.